



La CGT appelle à porter la voix du progrès social lors des élections du Parlement européen

En ce 9 mai, déclaré « Journée de l'Europe », la CGT rappelle que l'Europe fut bâtie, au sortir de la Seconde Guerre mondiale sur la paix et la coopération entre les peuples. Elle déplore qu'aujourd'hui, cette conception fondamentale soit battue en brèche par des gouvernements européens influencés par les objectifs de libéralisation des marchés et appelle à porter la voix du progrès social lors des élections du Parlement européen.

Dans une déclaration adoptée par sa Commission exécutive confédérale, mardi 6 mai 2014, la CGT estime en effet que les questions sociales doivent être au cœur des débats européens, notamment au moment des élections européennes, dont le 1^{er} tour aura lieu le dimanche 25 mai prochain. Elle y appelle l'ensemble des salariés, des retraités et des privés d'emploi à se saisir de ces questions pour porter la voix d'une autre Europe sociale qui refuse leur mise en concurrence et l'opposition entre les peuples.

Pour la CGT, il ne fait aucun doute que les politiques actuellement menées tournent le dos aux objectifs progressistes et renforcent, dans tous les pays de l'Union européenne, le sentiment que c'est à cause de l'Europe que l'on vit de plus en plus mal. Ce sentiment conduit à un recul de la confiance en l'avenir et à une défiance de plus en plus forte envers les partis politiques qui gouvernent, ou prétendent le faire, pouvant se traduire par l'abs-

ention ou le vote d'extrême droite, comme nous venons de le vivre en France.

Les institutions démocratiques sont menacées par le creusement des inégalités et il y a urgence à réorienter les politiques économiques en faveur du monde du travail.

Des alternatives responsables aux politiques d'austérité économique conduites, aujourd'hui, dans la plupart des pays d'Europe sont en effet possibles, à travers, notamment, la mise en place du Plan d'investissement proposé par la Confédération européenne des syndicats (CES) qui permettrait de créer jusqu'à 11 millions d'emplois de qualité, dans une Europe qui compte aujourd'hui 26 millions de sans-emploi.

À l'opposé d'un repli sur soi des peuples européens, c'est une Europe où chacun contribue au développement de tous, par ses propres atouts, qu'il nous faut construire, tous ensemble. Nous voulons une Europe qui soit au service des peuples et du monde du travail, de toutes les nations, qui soit une opportunité pour développer ensemble dans la paix, une économie qui garantit la création d'emplois, le progrès social et l'élévation des droits de tous les salariés, privés d'emploi et retraités.

[Lire l'intégralité de la déclaration de la Commission exécutive confédérale](#)